



BOYCOTT du CSA SPIP du 11.06.2024

**PARLONS DE TOUT, SAUF DES SUJETS
QUI FACHENT ...**

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 11 juin 2024

Aujourd'hui se tient un nouveau CSA SPIP à la Direction de l'Administration Pénitentiaire. Il s'agit du premier depuis la tuerie d'Incarville, où deux personnels des PREJ de Caen ont perdu la vie et trois autres ont été grièvement blessés.

Nos pensées et condoléances vont aux familles des collègues, tout comme notre soutien indéfectible !

La famille pénitentiaire est en deuil et en colère face à une telle horreur ! C'est en ce sens, que l'UFAP UNSa Justice, est entrée en mobilisation le 14 mai 2024 ! Aucun personnel ne devrait perdre la vie dans l'exercice de ses fonctions !

Pour notre organisation syndicale, ce tragique événement n'est ni le fruit de la fatalité, ni la conséquence d'une erreur humaine. Il est d'abord et avant tout la résultante d'une politique de sécurité pénitentiaire devenue la variable d'ajustement des choix budgétaires gouvernementaux ces quinze dernières années ! Et personne n'est épargné par le cynisme de nos dirigeants, tant dans les établissements que dans les SPIP.

Ces derniers continuent à faire face à d'immenses difficultés, tant en matière immobilière que sécuritaire. Bon nombre de locaux restent inadaptés (ALIP et permanences délocalisées notamment) et le manque de moyens humains conduit à des prises de risques quotidiennes (placement DDSE et enquête de faisabilité se faisant seul). Pour l'UFAP UNSa Justice, au-delà d'un renfort de moyens humains massif, il est urgent que la DAP procède à un audit immobilier et sécuritaire au sein des SPIP, afin de mettre en place une politique immobilière visant à garantir des SPIP sûrs, modernes et rénovés !

Le Ministère et notre direction se refusent toujours à prendre au sérieux les risques qui pèsent sur les personnels des SPIP et à se donner les moyens d'éviter un nouveau drame. L'UFAP UNSa Justice leur a pourtant tendu la main lors des négociations sur le récent relevé de décisions. Le jeudi 16 mai au matin, elle avait transmis les propositions suivantes afin de les intégrer dans la plateforme revendicative :

- Le binôme obligatoire pour toutes les interventions extérieures ;
- Une dotation en matériel d'alerte et de communication pour les déplacements hors du service, et notamment au domicile des PPSMJ ;
- Une formation obligatoire pour parer à l'ensemble des risques auxquels les agents sont exposés, comprenant notamment la réalisation de protocoles et d'exercices annuels dans tous les services.

Non contente d'y opposer une fin de non-recevoir, l'administration a même fait du binôme un casus belli !
Le message est clair et a été reçu 5 sur 5 par les personnels :

« La sécurité et l'amélioration des conditions de travail des personnels travaillant en SPIP ne sont pas une préoccupation du Ministère de la Justice »

De manière générale et à tous les niveaux, les conditions de travail actuelles ont atteint un seuil critique : surpopulation carcérale, manque d'effectifs, manque de moyens. Cela ne peut plus durer ! **L'équation est devenue intenable : toujours plus de suivis, toujours plus de détenus et toujours moins de personnels !**

Et l'ordre du jour fixé initialement pour cette instance, inquiète au plus haut point ... Un point pour modifier l'arrêté établissant le siège des SPIP et des ALIP et un autre pour permettre l'affectation de mesures de TIG dans les entreprises à vocation sociale et solidaire.

Pour l'UFAP UNSa Justice, il s'agit purement et simplement d'un « simulacre de dialogue social » ! La philosophie retenue par l'Administration depuis des mois est la suivante : **parlons de tout, sauf des sujets qui fâchent ...**

La DAP fait sciemment le choix d'évincer les sujets qui la gênent et pour lesquels nous avons demandé une mise à l'ordre du jour :

- Surpopulation pénale - état des lieux, organisations de service, mesures de soutien aux personnels ;
- Revoyure des effectifs de référence en SPIP pour 2024 ;
- Fiche de poste des personnels administratifs dans les pôles de surveillance électronique en SPIP et les pôles centralisateurs.

Voilà donc l'intérêt que notre Administration porte aux personnels des SPIP ! Chacun appréciera ...

L'UFAP UNSa Justice se refuse à faire comme si de rien n'était et à retourner au « business as usual ». Face à une administration qui fait l'autruche :

L'UFAP UNSa Justice BOYCOTTE le CSA SPIP !

Les élus UFAP UNSa Justice au CSA SPIP